

Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Akoupé, le 18 mars 2010)

Kenneth Blackman (Porte-parole adjoint ONUCI) : Mesdames et messieurs bonjour. Bienvenue à la conférence de presse hebdomadaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) délocalisée d'Abidjan à Akoupé en raison de la tenue des Journées de l'ONUCI dans cette ville. Je m'appelle Kenneth Blackman et je suis le porte-parole adjoint de l'ONUCI. Le porte-parole, Hamadoun Toure est hors de la mission en ce moment, je prends donc la relève pour cette semaine.

Le chef de l'ONUCI, Y J Choi, a fait un briefing hier au Conseil de sécurité à New York, sur l'état du processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire. Il a parlé notamment de la dynamique du processus électoral et de la réunification. Il a souligné que l'ONUCI a trois objectifs pour l'avenir immédiat. Il s'agit des objectifs suivants : le maintien de la paix et de la stabilité, la sauvegarde des acquis c'est-à-dire des réalisations qui ont déjà été faites dont la liste électorale provisoire, et l'établissement le plus tôt possible de la liste électorale définitive. M Choi a exprimé son intention ferme de continuer à travailler, ensemble avec le staff de l'ONUCI et la communauté internationale, à travailler avec les protagonistes de l'Accord politique de Ouagadougou (APO) vers la production de la liste définitive le plus tôt possible.

Le deuxième point de ma présentation porte sur les activités de l'ONUCI dans le domaine de la promotion d'un environnement électoral apaisé.

La plupart d'entre vous avez participé hier et avant hier aux côtés de représentants de la société civile à un atelier. Cet atelier découle de la volonté de l'ONUCI d'aider les médias à jouer leur partition dans la création et le maintien d'un environnement électoral apaisé. D'autres activités ont eu lieu cette semaine. Dans le Zanzan par exemple, on était mardi à Tehini et mercredi à Doropo. Dans ces deux villes, des ateliers sur les droits de l'homme en période électorale ont été organisés. Mardi, on était à San Pedro pour un atelier de sensibilisation à un environnement électoral apaisé. Cet atelier était à l'intention des associations féminines de cette région. Ces ateliers, dans le Zanzan et à San Pedro étaient destinés à la société civile. Lors de ces rencontres un certain nombre de thèmes ont été traités, notamment « **l'importance des valeurs comme la tolérance** », des principes comme « **le respect de la liberté d'opinion, liberté de choix, liberté de mouvement** », « **l'importance du respect mutuel** », de « **la non violence**. »

Il a été souligné de part et d'autre qu'il est extrêmement important pour, par exemple, les associations des femmes, les associations de jeunes et d'autres composantes de la société civile, de faire passer le message d'apaisement à leurs enfants, à leurs pères, à leurs conjoints, à leurs collègues et à leurs communautés. Autres thème lié : « **la nécessité de protéger et de promouvoir la cohésion sociale** », qui constitue un

facteur d'harmonie de développement et de bien-être matériel et moral mais constitue surtout un facteur de protection pour tous dans cette période si importante et si sensible. Un autre thème qui a été abordé lors de ces rencontres est l'importance pour les jeunes de ne pas se laisser manipuler et de ne pas participer à des actes qui pourraient hypothéquer leur avenir. En ce moment, nous sommes en train de préparer une série de cinq séminaires. Il s'agit de séminaires sur la cohésion sociale et nos cibles sont les représentants de la société civile. Le but est de les équiper pour servir d'amplificateurs de ce message dans leurs organisations et dans leurs communautés. Cette série de séminaires va être organisée entre Avril et Juin. Merci bien ! C'est ce que j'ai pour vous aujourd'hui si vous avez des questions vous pouvez les poser.

Diallo Ali (Correspondant régional de Fraternité Matin à Agboville) : *Concernant la nouvelle mise en place de la CEI. Elle a été mise en place mais les contentieux qui devaient démarrer depuis le 1^{er} mars tardent à démarrer et cela suscite beaucoup de passion, de supputations. Alors que le nouveau président de la CEI a dit de ne pas se précipiter. C'est une situation qui semble préoccupante sur laquelle je demande votre avis.*

K B : Vous savez, la position de la mission est que le processus du contentieux doit redémarrer le plus vite possible.

Seka Hyacinthe (Radio Tchoyasso) : *M Kenneth, vous avez parlé des missions de l'ONUCI, de la cohésion sociale à travers les séminaires organisés par l'ONUCI. Puisque le séminaire parle de cohésion sociale et vous avez dit tout à l'heure que les jeunes ne doivent pas se faire manipuler alors qu'on sait que lorsqu'il y a des remous, ce sont souvent les jeunes qu'on appelle. Lorsque l'ONUCI propose ces séminaires, pensez-vous que dans l'ensemble, vous avez atteint votre objectif sachant que les jeunes sont toujours manipulés. Ma deuxième préoccupation : vous avez dit que M Choi a fait une communication aux Nations unies. Il ressort que M. Choi doit partir de la Côte d'Ivoire. Est-ce que c'est vrai ou faux ? C'est l'occasion de confirmer ou d'infirmier cela.*

K B : Je vais répondre d'abord à votre deuxième question. M Choi est toujours le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire. J'ai entendu comme vous la rumeur, il n'en est pas question. Selon toutes les informations que j'ai eu, il n'y a aucune information objective, vraie par rapport à cela. M Choi est le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire. Vous savez, la sensibilisation est un processus. Nous ne sommes pas naïfs. On ne pense pas qu'en organisant des séminaires, des ateliers, des séances de rencontres, on va changer du jour au lendemain une situation qui obtient. Pour nous, l'important, c'est de continuer à donner aux jeunes les outils, les informations qui leur permettent de résister à la manipulation. Le fait qu'il peut y avoir des heurts, des problèmes, cela ne veut pas dire qu'un processus ne porte pas ses fruits. Comme je l'ai dit, ce n'est pas du jour au lendemain qu'il y aura la disparition de ce genre de choses.

Adou Félix (Fraternité Matin) *Les acteurs de cette crise, ce sont les hommes politiques. C'est vrai que l'ONUCI, en s'attaquant à l'entourage que constituent la jeunesse, les femmes à mon sens devait aller plus loin en sensibilisant les leaders d'opinion que sont les hommes politiques. Je ne sens pas véritablement l'implication de ces derniers dans toute cette sensibilisation de sorte que le travail une fois fini, ils le détruisent. Ils profitent de la pauvreté des couches sociales défavorisées pour amener les jeunes désœuvrés à les suivre toujours. Ce*

qui réduit toutes les chances de réussite de l'action que mène l'ONUCI. Il serait souhaitable que vous impliquiez davantage les hommes politiques à toutes ces actions. Il ne faut pas qu'ils viennent être à la table d'honneur, faire un discours et partir. Il faudrait qu'ils soient témoins de ces dispositions de sorte que les jeunes face à eux puissent dire « hier voici ce que nous avons dit vous étiez là pourquoi ce changement » ? Je souhaite qu'on mène des recherches dans ce sens. Je pense que cela peut porter ces fruits.

KB : Merci pour ce conseil. Les hommes politiques sont impliqués à divers niveaux. Dans certaines de nos sensibilisations, les membres des conseils régionaux, des mairies ainsi que d'autres élus participent effectivement non seulement aux forums mais aux ateliers qui précèdent les forums. Ils prennent part parfois aux séminaires, parfois aux séances de sensibilisation. Il y a déjà une participation des hommes et femmes politiques. Bien sûr, il y a toujours possibilité de les impliquer davantage. Mais à un autre niveau beaucoup plus discret, l'ONUCI engage les hommes et les femmes politiques dans un dialogue pratiquement constant. Le représentant spécial, l'adjoint au représentant spécial rencontrent très souvent les politiciens. On ne fait pas beaucoup de tapages autour de cela mais cela arrive. A d'autre niveau aussi, des collègues de diverses sections de l'ONUCI ont l'occasion de rencontrer les élus, les hommes et les femmes politiques non seulement à Abidjan mais dans les régions. Donc il y a ce travail de proximité qui se fait mais c'est un peu plus discret.

Je prendrai encore une question.

Eric Soukou (Radio Agboville) : *Les séminaires que vous organisez à l'intention de la société civile par rapport à la cohésion sociale, est-ce que vous avez des retours ? Avez-vous des moyens de suivi de ces séminaires pour savoir s'ils sont véritablement mis en application quand vous les finissez ?*

KB : On attache une importance extrêmement grande aux suivis. Nous n'aimerons pas non plus que ces activités soient comme un coup de couteau dans l'eau. Au niveau des bureaux régionaux de l'ONUCI, on suit ce qui se passe après les séminaires. Dans le cas des ateliers par exemple, il y a d'habitude des recommandations qui se font, des engagements qui sont pris par les participants. On fait le suivi pour voir si ces engagements débouchent effectivement sur des actions. Et très souvent cela arrive.

Alepo Ferdinand (Radio la Voix d'Adropé) : *Après la dissolution simultanée de la CEI et du Gouvernement Soro I par le chef de l'Etat, on a assisté dans les différentes régions de la Côte d'Ivoire, à des casses de diverses natures. Bouake n'a pas échappé à cette situation où la préfecture et autres édifices ont été saccagés. Le préfet a alors sollicité le secours des forces de l'ONUCI qui n'ont pas donné suite favorable à sa demande. J'aimerais savoir quelle est la mission exacte des forces de l'ONUCI dans différentes régions de la Côte d'Ivoire.*

KB : J'aimerais que vous précisez un peu votre question. Vous avez dit que le préfet a sollicité l'aide....

A F : *Oui, on a lu cela dans les journaux. Le préfet dit qu'il a sollicité le secours des forces de l'ONUCI et même des Forces nouvelles et que personne n'a bougé. Puisque l'ONUCI est là pour la cohésion sociale et pour enfin nous permettre d'entretenir la paix, alors que ses Forces n'ont pas daigner bouger je voudrais alors savoir quelle est la mission exacte de ces Forces ici dans les différentes localités de la Côte d'Ivoire.*

KB : Je crois que vous parlez de la mission de l'ONUCI en ce qui concerne la sécurité. Je peux vous dire que d'après les diverses résolutions qui ont suivies l'APO, la mission de l'ONUCI est de servir de force d'appoint aux diverses Forces de sécurité en Côte d'Ivoire. Lorsqu'il y a quelque chose qui arrive, ce sont les Forces ivoiriennes qui sont là pour prendre action. Une fois que les forces de sécurité ivoirienne font appel à l'ONUCI pour une aide, si on est en mesure de le faire, on le fait. Ca c'est notre mandat.

A F : *Par rapport à la réponse que vous venez de donner j'ai une inquiétude. Si on a la force de faire on le fait. Ca veut dire que les forces que vous avez déployées dans toutes nos régions sont des forces sur lesquelles on ne peut pas compter pour le maintien de la paix. C'est comme ça que je comprends. Parce que quand elles sont sollicitées, il faut d'abord qu'on ait l'intervention des forces nationales avant leur intervention. Cela m'inquiète parce que les élections sont des moments de haute tension et on a besoin de toutes ces forces pour maintenir la paix et votre réponse me laisse sur ma faim.*

KB : Je comprends votre intervention. J'aimerais dire ceci. Toute force de maintien de la paix travaille selon des règles d'engagement. Les règles d'engagement de l'ONUCI sont claires. On vient en appoint, on soutient les forces nationales. Si nos forces faisaient à leur guise dans les divers pays sans respecter nos règles d'engagement ce serait le chaos. Il faut respecter ces règles d'engagement. Merci. Je vous invite maintenant à suivre le forum avec la population. Merci.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole,
Tél. : +225-06203317 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-06203320
Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>